



MEMOIRE DE STRATEGIE

La stratégie de l'élargissement de l'OTAN

Lieutenant-Colonel KARAMOUNTCHEV

La stratégie de l'élargissement de l'OTAN

-
-
-

La fin de la guerre froide est un élément positif pour la sécurité en Europe. Cependant, le vieux continent a dû affronter des problèmes pour lesquels il n'a ni l'expérience ni les capacités pour les résoudre. Le nouvel équilibre géostratégique ne semblait pas facile à établir. La dissolution du pacte de Varsovie a, d'un côté rendu impossible le déclenchement d'une guerre massive, et d'un autre côté a provoqué l'apparition de conflits plus dispersés, liés aux problèmes ethniques et religieux, comme en ex Yougoslavie et en Albanie.

Dans cette situation instable, l'OTAN est devenue l'unique organisation politico-militaire capable de s'adapter aux conditions actuelles. Cette capacité a fait de l'OTAN un facteur très important de sécurité et de stabilité en Europe. D'un autre côté, la volonté d'adhérer à l'OTAN conditionne pour les pays de l'Europe centrale et orientale leurs efforts économiques, politiques et militaires depuis la disparition du rideau de fer.

La réussite de l'élargissement de l'OTAN devient un objectif souhaitable et nécessaire pour construire et consolider un système paneuropéen, pacifique et relativement démocratique. Pourtant, pour quelles raisons l'élargissement de l'OTAN est-il devenu le but principal d'anciens membres du pacte de Varsovie? Est-ce que ce but coïncide avec les intentions de l'OTAN?

Il est évident que l'élargissement de l'OTAN change l'ordre géopolitique et géostratégique en Europe et dans le monde. Les risques réels d'une telle modification sont notables. L'existence des différentes visions sur la sécurité en Europe d'un côté, et l'avenir de l'OTAN de l'autre, justifient les hésitations et les débats dans l'OTAN. Cela pose naturellement la question de l'existence d'une stratégie de l'élargissement. Cette question est d'autant plus importante, qu'un doute existe, provenant des différences entre les déclarations des responsables de cette organisation au lendemain du sommet de Madrid du mois juillet 1997, et des pas réels vers une admission des pays candidats de la deuxième vague de l'élargissement qui impose l'idée que la première vague sera la dernière.

En bref la question, qui émeut les candidats de la deuxième vague de l'élargissement est de savoir s'il existe une stratégie de l'élargissement de l'OTAN et si une telle stratégie est nécessaire. Ces deux questions sont liées forcément à la réforme de la structure de l'OTAN et la modification de ses missions. Elles sont dépendantes des critères d'adhésion dans les domaines de la politique, de l'économie et du militaire.

La troisième question, qu'il faut analyser, est celle des directions optimales de la stratégie de l'élargissement. Pour que nous atteignions cet objectif, il nous faut comparer la situation géopolitique et géostratégique dans les différentes régions de l'Europe, ainsi que leur situation économique et militaire.

L'élargissement de l'OTAN-un objectif souhaitable et nécessaire pour les candidats et pour elle-même?

-
-
-
-

L'existence de différentes visions, parfois contradictoires sur l'élargissement de l'OTAN est une réalité qui n'est pas très difficile à découvrir. Ces contradictions viennent des différences entre le point de vue et les intérêts des candidats et les membres de cette organisation. Dans un premier temps il faut que nous trouvions les raisons et les facteurs qui convergent, donc qui favorisent l'élargissement de l'OTAN. En second lieu, nous avons besoin d'analyser les raisons qui sont divergentes, et qui semblent défavorables pour les candidats. Pour conclure cette partie il faudra essayer de trouver les possibilités de compromis dans la mesure où ils existent.

Le premier facteur favorable tient au fait que, dès la chute du mur de Berlin, les pays d'Europe occidentale ont été obligés de prendre conscience que l'Europe ne se

limite pas à sa partie occidentale. Par ailleurs, ils ont accepté le fait que la construction européenne dorénavant doit être considérée comme une construction commune à laquelle ils sont obligés d'associer les pays d'Europe centrale et orientale. Pourtant, cette réconciliation, prometteuse au début, s'est avérée assez difficile à réaliser après. Confronté à la question de l'élargissement, l'OTAN a eu besoin de cinq années de réflexion et de débats avant de décider l'admission des premiers candidats à l'élargissement.

Par ailleurs, l'idée de la construction européenne, pendant le même temps, a cédé la place à des calculs et à des évaluations géopolitiques, économiques et militaires. Simultanément sont réapparus les premiers signes de sponsorat, de rivalité et de préférences subjectives sur une question qui semblait être consensuelle après la fin de la guerre froide. L'absence d'une stratégie d'élargissement ainsi que d'une vision d'avenir à long terme donnaient aux pays candidats le sentiment que " le vide de sécurité " dans certaines régions en Europe n'inquiétait pas les pays occidentaux et que la question de l'élargissement de l'OTAN n'était pas à leur ordre du jour.

Le second facteur favorable est la volonté des pays d'Europe centrale et orientale d'adhérer à l'OTAN en respectant toutes les conditions politique, économique et militaire, posées par les pays membres. Cette motivation semble être épuisée en raison des exigences parfois extraordinaires et difficiles à accomplir même pour les pays qui sont membres de l'OTAN depuis une vingtaine d'années. Pourtant, un résultat positif est déjà obtenu: les conditions d'adhésion à l'OTAN et l'UE ont poussé les pays candidats à résoudre leurs problèmes ethniques et religieux en coopérant dans tous les domaines y compris le domaine militaire. Tous les pays candidats ont élaboré des programmes détaillés pour préparer leur adhésion à l'OTAN conformément à leur politique de défense et leurs possibilités économiques.

Mais, ces efforts positifs ne sont pas accompagnés d'un soutien politique suffisant de l'Ouest ce qui montre encore une fois la position hésitante et les contradictions existantes à l'intérieur de l'OTAN. La lutte contre " le vide de sécurité " reste un slogan privé de substance. Les nombreux exemples d'éclatement de conflits dans les régions périphériques de l'Europe ne semblent pas être une raison sérieuse pour changer cette attitude. La perplexité parmi les candidats est d'autant plus grande quand ils analysent la crise en ex Yougoslavie. Dans le cadre de ces réflexions, il est nécessaire que nous rappelions le triste bilan de la dernière tragédie européenne en ex Yougoslavie:

Au premier rang, ce sont les civils, principales cibles des affrontements, de la terreur et du nettoyage ethnique en Croatie et en Bosnie-Herzégovine- près de 300000 morts et 400000 blessés. Ensuite, ce sont les réfugiés qui au total représentent environ 3 millions de personnes. Enfin, les experts évaluent les coûts de reconstruction de cette région à 60 - 80 milliards de dollars. Mais, pourquoi

avons nous besoin de cette évocation? Il existe au moins deux raisons.

Premièrement, très vite après la chute du mur de Berlin, les pays occidentaux se sont concentrés sur leurs propres problèmes intérieurs, en oubliant que la sécurité en Europe pourrait être menacée par manque d'un véritable système de sécurité comprenant les zones grises, comme les Balkans. De plus la définition des frontières futures de l'Europe reste toujours très vague. Deuxièmement, la décision de l'élargissement de l'OTAN vers les pays où la sécurité et la stabilité sont assurées, en délaissant les zones définies comme instables, semble en contradiction avec les buts généraux déclarés de cette organisation.

Il n'est pas donc certain que les zones sûres deviennent plus sûres après l'élargissement mais il semble évident que les zones d'insécurité deviendront plus instables. En outre, on voit la contradiction existante entre les exigences géopolitiques, d'un côté et la décision réellement prise, de l'autre.

Enfin, cette évocation est nécessaire car ce n'est pas la première fois que l'Europe occidentale a fermé les yeux devant les problèmes situés de l'autre côté de l'Europe. A chaque fois, elle a pensé que cela ne se répéterait pas. Pourtant, en jetant un oeil objectif sur le Kosovo, on peut se demander quelle est la différence entre le début et la fin de ce siècle aussi bien en ce qui concerne la situation dans cette région qu'en ce qui concerne la position de l'Europe occidentale. Cette différence est évidente. Il s'agit de conflits ethniques et religieux de basse intensité dans lesquels il est presque impossible que les pays occidentaux soient impliqués (soit en cas d'opérations de maintien de la paix). Cela démontre que d'une part, les conditions sont déjà réunies pour la construction en Europe d'un large système de sécurité qui peut englober même "les zones grises actuelles", et d'autre part que désormais le rôle principal de l'OTAN et l'UEO sera l'évaluation et la gestion des crises, ainsi que la conduite des opérations de maintien de la paix.

Pour que cela devienne une réalité, il faut que l'élargissement de l'OTAN s'oriente vers les régions qui sont incertaines, où les pays ont trouvé une bonne voie vers la démocratie et ont commencé la transition vers l'économie de marché. Sinon, il peut naître l'impression que l'Europe choisit encore une fois volontairement sa propre division sur la base de critères qu'elle même a déjà refusé. En ce qui concerne les pays en voie de démocratisation, leur situation actuelle n'inspire pas beaucoup d'espoirs. Essayant depuis 8 ans de surmonter la douloureuse transition avant tout économique, cherchant à rattraper le retard accumulé durant la période du totalitarisme, ils voient maintenant la fermeture successive des portes et la création de barrières à leur intégration dans des organisations occidentales comme "Schengen".

Le troisième facteur qui peut favoriser un élargissement de l'OTAN est la coopération régionale de type occidentale qui démarre dans les pays issus de l'ex-pacte de Varsovie. Cette coopération économique, politique et militaire développe les relations régionales et améliore la sécurité dans l'ensemble de l'Europe. Un bon

exemple de ce type de relation est l'Organisation de la coopération économique entre les pays de l'Europe centrale avec la participation de la Pologne, de la République Tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Slovénie et de la Bulgarie. Un autre exemple de la coopération militaire est la décision des sept pays balkaniques d'instaurer des forces de réaction rapide communes, afin de disposer de moyens de réaction militaire pour le maintien de la paix sous l'égide de l'ONU ou dans le cadre de l'OTAN et l'UEO.

Toutefois ces initiatives doivent aboutir car leur succès pourrait être compromis par manque de soutien. En ce moment, ces progrès sont ralentis en raison des tergiversations de l'OTAN sur l'élaboration d'une politique claire et concrète tenant compte de l'évolution de la situation et de l'évaluation du niveau de préparation des pays candidats.

En conséquence, il n'est pas difficile de constater l'absence d'un consensus dans l'organisation sur la question de l'élargissement. Les déclarations bruyantes et contradictoires sont les signes des désaccords parmi les candidats.

Il est nécessaire de souligner que ces facteurs favorables sont apparus au début comme la position commune sur l'avenir de l'intégration euro-atlantique à la fois parmi les anciens membres du pacte de Varsovie et pour les pays de l'OTAN. Au fur et à mesure, la position des pays occidentaux sur cette question est devenue de plus en plus déclarative, privée d'actions concrètes et claires. La preuve des différences entre la volonté et les désirs des uns et les manques de soutien suffisant des autres, est le retard de réaction permanent dans toutes les situations de crises européennes, et les décisions parfois inadéquates et inapplicables. A côté de ces facteurs, à l'origine positifs et productifs, il existe également des problèmes et des facteurs défavorables.

Le premier problème concerne les différentiels de sécurité qu'un élargissement pourrait créer entre les premiers admis et les pays laissés en liste d'attente indéfinie. Le passage d'une première vague d'élargissement à une seconde risque d'être pour diverses raisons- opposition de la Russie, opposition des nouveaux membres, coût, évolution du contexte économique et géopolitique, etc...,- aussi complexe et long à concevoir que le processus actuel. Ce problème est d'autant plus important car pour des raisons difficilement perceptibles, une stratégie et un calendrier de l'élargissement sont aussi laissés en attente indéfiniment. L'établissement des différents niveaux de sécurité en Europe n'est ni une idée novatrice, ni un moyen très efficace pour l'intégration européenne. Quoi qu'il en soit, il est clair qu'elle repose sur de faux arguments, dont les conséquences sont assez difficiles à prévoir.

Dans ce cas, l'Europe restera peut-être toujours divisée, d'un côté l'Europe où est assurée la sécurité et dont les populations profitent d'une intégration militaire plus crédible et moins chère, et d'un autre côté une Europe où la sécurité est fonction des facteurs occasionnels, et où les crises réapparues sont laissées à la disposition

de quelques organisations internationales et européennes dont les possibilités semblent plutôt faibles. Le pourquoi des différentes vagues est parfois surprenant. On peut constater qu'entre les vagues, malheureusement les tempêtes et les tonnerres sont particulièrement forts. A cette comparaison climatique, on peut ajouter bien sûr, celle de l'histoire.

Le deuxième facteur défavorable que certains experts de l'OTAN mettent en avant est la question du lien entre l'élargissement et la réforme des structures de l'OTAN d'une part et l'adaptation de son concept stratégique d'autre part. Cette question institutionnelle a provoqué beaucoup de discussions en remplaçant une question qui effectivement mérite attention, celle de la stratégie de l'OTAN en tant qu'organisation politico-militaire adaptée à la nouvelle situation internationale et européenne. La diminution du rôle déterminant de l'article 5 et l'augmentation des possibilités d'implication de l'OTAN dans des conflits de basse intensité et dans des opérations de maintien de la paix exigent une réelle réévaluation et modification de ses missions, de son concept, de sa structure et de sa chaîne de commandement.

Est-ce que ce facteur est une barrière à l'élargissement de l'OTAN? Oui, car une OTAN avec 18 ou 21 membres serait différente d'une OTAN avec 15 membres et sa structure et sa chaîne de commandement doivent être modifiées. De plus, les menaces qui ont déjà été mentionnées ne rappellent pas celles de l'époque de la guerre froide, ce qui change considérablement le but et les missions de cette organisation. En outre, le fonctionnement de cette organisation était adapté à une situation géopolitique, caractérisée par un affrontement direct dont la région principale était le centre de l'Europe. Par contre, les conflits contemporains en Europe sont dispersés dans sa périphérie. Il n'existe donc pas de menace directe sur les pays occidentaux. Cette félicité et la sûreté relative sont une des raisons pour lesquelles on n'aperçoit pas parmi les pays membres un grand dynamisme ni pour l'élargissement de l'OTAN ni pour le développement de son concept et de sa stratégie.

Le troisième facteur défavorable qui inquiète avant tout les pays candidats est lié aux divergences existantes entre les grands pays de l'OTAN sur l'avenir de la sécurité européenne. Les nuances de leurs positions sont parfois notables et insurmontables. Leurs contradictions ralentissent l'intégration européenne, et leurs conséquences sont bien ressenties dans les zones sensibles du continent européen. Le difficile consensus est dû au fait que les pays membres sont privés d'une menace bien définie telle qu'elle existait durant l'époque de la guerre froide. Les conséquences de ces contradictions rendent de plus en plus difficiles l'élaboration d'une décision commune au moment où l'application de l'article 5 est devenue presque inutile.

On peut donc constater que malgré l'existence de facteurs défavorables, les conditions d'une coopération politico-militaire de plus en plus étroite et d'un

élargissement de l'OTAN, sont possibles sur un fondement solide et sur une convergence des intérêts entre les pays membres et les pays candidats. Bien que l'avancement de ce processus se soit ralenti, et qu'il soit accompagné d'hésitations, de contradictions et de divergences, le but reste quand même inchangé. Pourtant, après avoir analysé les problèmes liés à l'élargissement de l'OTAN, il faut déterminer pourquoi, cette question(de l'élargissement) a une telle importance et si nous pouvons et devons parler d'une " stratégie de l'élargissement "

-
-

L'OTAN a-t-il besoin d'une stratégie d'élargissement?

-

Tout d'abord, l'élargissement de l'OTAN est l'élément le plus important du concept stratégique de cette organisation car il change, la situation géopolitique de l'Europe. Evidemment, cela modifie aussi l'existence d'un équilibre en repoussant les frontières de cette organisation vers l'Est. Cet élargissement exige des mesures adéquates pour l'établissement d'un côté de relations politiques avec les nouveaux voisins et d'un autre côté la réalisation des conditions spécifiques par les pays qui seront admis. Le changement géopolitique est d'autant plus important qu'il peut provoquer une réaction hostile de quelques pays. Donc d'une part, ce sont des candidats qui doivent convaincre leurs voisins en résolvant tous les problèmes avec eux et d'autre part, c'est l'OTAN qui doit élaborer le cadre fondamental de la relation politique en évitant la création de zones isolées dans l'intégration européenne. En ce qui concerne la Russie, la signature de l'acte fondateur entre elle-même et l'OTAN, le 27 mai 1997, a été un événement significatif qui, à la fois,

a mis fin à la guerre froide et a été le début de l'établissement d'un nouvel équilibre en Europe.

Ensuite, l'élargissement de l'OTAN est un élément dont dépend la réforme de l'OTAN, puisqu'il implique un changement de la dimension territoriale, l'accroissement de la population concernée, l'augmentation de la capacité économique et l'amélioration de la capacité militaire de cette organisation. Il exige une réforme, parce qu'il apporte des problèmes tels que la standardisation de l'armement, l'adaptation de la chaîne de commandement et de communication, l'optimisation du nombre des effectifs et leur préparation. Le ralentissement de la réforme de l'OTAN provoque bien entendu un ralentissement de l'élargissement de l'OTAN. Par ailleurs, on a constaté pendant la période de l'après guerre froide une situation paradoxale où il n'y a eu ni réforme, ni l'élargissement de l'OTAN. La dynamique de l'élargissement de l'OTAN est un facteur de sécurité en Europe très important et avant tout sur sa partie périphérique.

En outre, le fait que l'OTAN possède encore une structure de l'époque de la guerre froide, montre que, malgré l'élaboration d'un nouveau concept stratégique en 1991, la réforme de l'OTAN reste toujours inachevée et son adaptation interne et externe est l'objet d'un débat sans fin.

La raison principale de cette situation curieuse est d'une part, l'absence dans toutes les modifications du concept stratégique des éléments concernant le développement de la structure de l'OTAN et d'autre part l'inexistence d'une stratégie d'élargissement de l'OTAN. La question de la réforme de l'OTAN est d'autant plus importante que la décision déjà prise de l'élargissement de l'OTAN à trois pays de l'Europe centrale posera des problèmes pour le fonctionnement futur de cette organisation. La bataille interne concentrée sur la structure et sur le partage du commandement évite le débat de fond sur l'élargissement de l'OTAN.

La situation se complique étant donnée qu'en outre l'élargissement de l'OTAN, l'intégration européenne est un enjeu de l'Union de l'Europe Occidentale, de l'Union Européenne et de l'OSCE. L'importance croissante du rôle du pilier européen dans l'OTAN et les efforts pour faire émerger une identité européenne sont aussi des facteurs qui influencent l'élaboration d'une stratégie de l'élargissement de l'OTAN. Les critères proposés pour l'adhésion à l'OTAN prouvent encore une fois que l'élargissement de l'OTAN possède toutes les caractéristiques pour nécessiter une stratégie. Les conditions politiques à l'intérieur tel que le développement de la démocratie, et à l'extérieur tel que la résolution de tous les problèmes avec les voisins font partie intégrante d'une stratégie des pays candidats. En y ajoutant des conditions juridiques et militaires ainsi que l'adaptation de l'infrastructure, la standardisation de l'armement et l'amélioration de l'interopérabilité de l'armée, toutes les conditions d'une stratégie sont rassemblées.

L'adoption d'une stratégie d'élargissement est donc une condition obligatoire pour qui veut adhérer cette organisation. Pourtant, on peut se demander si l'OTAN a besoin de l'adoption d'une telle stratégie. Le facteur géopolitique qui a déjà été mentionné est la première raison de l'adoption d'une telle stratégie. La deuxième raison consiste en l'évaluation et en la vérification de la réalisation des critères imposés aux pays candidats. Le traité existant et le nouveau concept de l'OTAN ne développe pas suffisamment cette question. La complexité de la construction d'un véritable système de la sécurité européenne et les divergences existant entre les pays membres sur cette question sont la troisième raison pour laquelle une stratégie de l'élargissement est nécessaire.

Enfin, il est inacceptable que les pays membres de l'OTAN montrent une telle discordance quand il s'agit du choix des pays candidats. Cela signifie que, soit les candidats sont choisis sur des critères subjectifs ou par une politique du sponsorat, soit les critères imposés ne sont pas applicables de manière objective. Il est inadmissible aussi de voir les pays candidats appliquer de manière stricte leur stratégie d'élargissement selon des critères imposés, alors que le concept stratégique de l'OTAN reste inadapté et qu'il lui manque une stratégie d'élargissement.

Dans ce contexte, il faut souligner que le passage de la menace de la guerre froide à celle de l'après- guerre froide exige des efforts notables et toute sous-estimation de l'importance de cette transition peut entraîner des conséquences graves et parfois tragiques. Les débats sur les questions secondaires en écartant les questions principales, sont toujours inutiles pour ce qui concerne la sécurité européenne et les objectifs définis au lendemain de la guerre froide. La timide tendance de réapparition des anciennes rivalités avec des formes parfois bien déguisées, peut mettre en cause l'intégration européenne.

La stratégie d'élargissement de l'OTAN

Pour que nous soyons en mesure de tenter de définir une stratégie de l'élargissement, il nous faut dans un premier temps déterminer son objectif principal. Après, sur la base des critères déjà définis, il faut que nous choissions la direction principale de cet élargissement. Enfin, en utilisant les critères mentionnés, nous sommes obligés de prendre en compte le facteur temps de ce processus.

Le but d'une action bien conçue s'exprime dans son résultat réalisable et souhaitable. Cette définition assez simple permet de dessiner l'objectif de l'élargissement de l'OTAN comme un résultat souhaitable et nécessaire du côté des pays candidats ainsi que du côté des pays membres de l'OTAN. Si le but commun de l'après guerre froide reste la création d'un système de sécurité pour l'ensemble du continent européen, le principal moyen bien entendu pour y parvenir, est l'élargissement de l'OTAN. Huit années après la chute du mur de Berlin, on peut se demander si ce but reste valable pour les pays membres et pour les pays non membres de l'OTAN. Il existe quelques réponses en ce qui concerne cette hypothèse. Ce qui est certain, c'est que les pays candidats tendent toujours vers ce but. Tout d'abord, parce que cela signifie pour eux une plus grande sécurité, ensuite car cela leurs coûte moins cher, et enfin parce que l'adhésion à l'OTAN leurs donne accès à la haute technologie.

Pourtant il n'est pas sûr que l'OTAN conserve ce but intact. Premièrement, c'est la limitation de la zone de sécurité dans la partie centrale et occidentale de l'Europe, qui provoque une telle réflexion. Deuxièmement, peut-être que l'OTAN échangera l'élargissement de l'OTAN, contre une autre forme d'intégration, comme, par exemple le renforcement de l'UEO, et enfin, si c'était un but consensuel au début, par quel autre le remplacerait il. On ne peut imaginer quand même un tel bouleversement et l'apparition de telles divergences profondes conduisant à un tel changement. Par contre la direction et la vitesse de l'élargissement ne semblent pas être clarifiés ni précisés

L'adhésion des trois premiers pays démontre une appréciation à la fois géopolitique, politique, économique et militaire. Le choix géopolitique a été fait pour des raisons de consolidation de la sécurité au centre de l'Europe comme une continuité de la sécurité des pays occidentaux. Le choix politique et économique était liés à l'adhésion de pays où la démocratie est suffisamment développée, la société définitivement attachée à l'économie de marché, et la réforme dans l'armée déjà bien engagée. L'élargissement de telle façon semble assez raisonnable et efficace vue de la position de l'OTAN. Cependant, selon un autre point de vue, celui des pays candidats laissés en attente de la deuxième vague de l'élargissement et de quelques pays membres de l'OTAN, on pouvait choisir la direction vers les points sensibles en Europe où on pouvait contribuer à la sécurité, en évitant les zones grises et l'éclatement de conflits dans des régions tels que les Balkans.

Dans le contexte géopolitique actuel, la situation des pays candidats est favorable pour un élargissement de l'OTAN vers les Balkans. Premièrement, leur position

géographique favorise l'établissement d'un contrôle efficace et permanent sur les pays et les régions où la sensibilité ethnique et religieuse est particulièrement forte. C'est le cas actuel de la tension ethnique entre le pouvoir central et la minorité albanaise dans la région du Kosovo en Serbie, les problèmes de la même minorité en Macédoine, la paix fragile entre les trois ethnies et les trois religions en Bosnie-Herzégovine, les problèmes de la même minorité en Macédoine, la rivalité gréco-turque en mer Egée, et le conflit de Chypre. De plus, les enjeux internationaux dans cette région ne sont pas moins importants.

Dans ce conglomérat de pays et de problèmes, on trouve des pays membres de l'OTAN comme la Turquie et la Grèce, des pays réapparus en résultat de l'effondrement de l'Yougoslavie telle que la Macédoine, et ses tensions avec tous ses voisins, la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie avec des problèmes à l'intérieur et à l'extérieur de son territoire, la Serbie et le Monténégro, les derniers composants de l'ex- Yougoslavie.

Dans cette situation, qui semble incompréhensible même pour les observateurs et les envoyés spéciaux, la Roumanie, la Slovanie et la Bulgarie, pays en voie de transition vers l'économie de marché, avec des institutions démocratiques fonctionnant bien et avec une politique étrangère plus proche du type " occidental " que " balkanique ", sont des candidats incontestables et nécessaires à l'admission dans l'OTAN. Leurs armées, malgré les difficultés du moment, sont en train de faire leur réforme conformément aux standards et aux exigences de l'OTAN.

Par ailleurs, l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie changerait en profondeur la situation géopolitique et géostratégique dans les Balkans. Cela permettrait à l'OTAN, de contrôler les points sensibles en Serbie et en Macédoine. Cette adhésion, obligerait par ailleurs la Turquie et la Grèce à coopérer étroitement avec ces deux nouveaux membres, voire de coopérer entre eux. En outre l'adhésion de la Slovanie renforcerait le contrôle sur la Bosnie-Herzégovine et pousserait la Croatie à faire les démarches nécessaires pour entrer dans l'OTAN. De plus, l'adhésion de ces trois pays rapprocherait l'OTAN d'un autre point sensible l'Albanie. On peut donc constater que l'élargissement de l'OTAN vers les Balkans en ce qui concerne la nouvelle situation géopolitique serait tout à fait logique et raisonnable, d'autant plus que cette région semble la plus sensible aux différentes influences et aux rivalités réapparues après la guerre froide.

Pourtant, l'élargissement vers les Balkans ne pourrait être choisi que si l'OTAN change sa politique en considérant tous les pays balkaniques dans un même panier, et en englobant la totalité de la péninsule balkanique. On peut encore entendre des définitions comme " la poudrière de l'Europe " ou " la balkanisation de la situation ", qui viennent de responsables de très haute rang et qui se propagent même au sein de l'OTAN. Cette tendance à la globalisation publicitaire des conflits et des tensions existantes dans des régions assez limitées et bien définies, est un résultat concret de pensée et de réflexion restantes de l'époque de la guerre froide et

peut-être une nostalgie forte et un regret évident que tout cela soit déjà un passé incontournable. Le changement radical, après des décennies d'affrontement direct, avec des frontières et des ennemis bien définis et assez facile à reconnaître, a posé des problèmes y compris sur le plan psychologique, qui ne semblent pas être surmontés pleinement, malgré les années passées, depuis la chute du mur du Berlin.

La complexité du monde contemporain exige une adaptation de la politique de défense et de sécurité en Europe à la situation réelle. La tentative de construction de nouvelles frontières en Europe comme celles de la guerre froide n'est pas une idée qui mérite une admiration particulière. D'ailleurs, l'histoire montre que chaque tentative de cette sorte finissait avec un crash. La tendance à la simplification de la situation en la dirigeant dans une direction déjà connue est une méthode d'évaluation inefficace, dont le résultat est la répétition à l'infini d'une et même faute.

Etant donnée que la stratégie d'élargissement est liée étroitement au concept stratégique de l'OTAN, il est peu probable qu'on puisse définir un calendrier précis. Encore plus, qu'après avoir vu les premiers pas encourageants, le ralentissement entre 1992 et 1997 est bien évident. Pourtant, il est impossible dans une stratégie de fixer des délais précis. Ce qui compte, dans ce cas, c'est le dynamisme des processus conçus et leurs concordances aux conditions du moment. Pourtant, quels sont les facteurs du dynamisme de l'élargissement de l'OTAN?

La définition d'une nouvelle politique de l'OTAN et d'un concept stratégique, adaptés aux nouvelles réalités est le premier facteur du dynamisme. Le développement de ce facteur dépend de la volonté politique des pays de l'OTAN de trouver un consensus sur le but et les missions futures de cette organisation, en évitant dans un premier temps les questions institutionnelles. Les modifications superficielles pourraient seulement masquer provisoirement le manque de décision sur cette question. D'autant plus que le dynamisme des conflits actuels est assez élevé et que, le dynamisme de l'intégration européenne dans les domaines de l'économie et des finances, a déjà dépassé celui du militaire.

Le deuxième facteur de dynamisme est la capacité des pays candidats à remplir les conditions requises le plus tôt possible. Pour mesurer leur niveau et leur capacité, il faut aussi tenir compte de leur situation géopolitique et des avantages qu'une adhésion peut provoquer dans les régions respectives. Dans ce contexte il faut évoquer le rôle politique déterminant que l'OTAN a joué dans le passé dans la réconciliation franco-allemande en 1954, dans la démocratisation de l'Italie, puis de l'Espagne et du Portugal, sans parler de sa fonction stabilisatrice entre la Grèce et la Turquie. Le rôle fondamental en faveur de la reconstruction de l'Europe et de l'intégration politique européenne est aussi une contribution incontestable de l'OTAN. Est-ce que l'OTAN peut continuer à jouer ce rôle politique?

Premièrement, cela dépend de la volonté politique de ses pays membres, car le traité de Washington et la modification de son concept stratégique de 1991

prévoient cette possibilité. Deuxièmement, l'OTAN dispose actuellement de moyens politique et militaire beaucoup plus performants qu'à l'époque de sa création, ainsi que d'une expérience dans le domaine de la politique et militaire remarquable. Les pays candidats espèrent qu'outre le rôle de correcteur et inspecteur de leur préparation, l'OTAN va continuer à jouer son rôle politique dans ces pays, d'autant que la nécessité d'un tel rôle est plus grande que dans le domaine militaire.

Enfin, le dynamisme de l'élargissement est lié à la capacité de cette organisation de surmonter pas à pas ses contradictions, internes en gardant toujours le principe de solidarité et de trouver les voies d'un compromis pour parvenir à une décision commune. Les résolutions qui laissent les problèmes majeurs sans réponse claire sont inefficaces pour maintenir le dynamisme de l'élargissement de l'OTAN. Il est évident que dans le domaine politique, il n'existe pas la possibilité de rattrapage du retard. D'autant que la progression de des événements est en général plus dynamique, alors que les décisions prises sont inadéquates.

Conclusion

-
-
-
-

En Europe les conditions politique, économique et militaire pour créer une sécurité commune, crédible et constante existent. L'avenir de la sécurité européenne est fonction de l'amélioration de l'efficacité politique et militaire des organisations européennes, du développement du concept stratégique de l'OTAN et de la continuité du processus de son élargissement sur la base d'une stratégie adaptée à la situation géopolitique contemporaine.

Par ailleurs, il est nécessaire de garder et de développer les résultats positifs concernant la sécurité européenne, acquis depuis la fin de la guerre froide. Ces résultats ne doivent pas conduire à nouveau à une dégradation provoquée par l'apparition ou la réapparition de contradictions et de rivalités insurmontables. En outre, en admirant et en applaudissant la nouvelle situation géopolitique et relativement sûre en Europe occidentale et centrale, il ne faut pas délaissier les points conflictuels et isolés de sa périphérie. L'Europe garde un mauvais souvenir de ce type d'expérience.

La continuité du processus d'élargissement de l'OTAN vers les zones sensibles est très importante à la fois pour la sécurité des pays de ces régions et pour la sécurité de l'ensemble de l'Europe. L'évaluation politique doit devenir un critère inhérent à l'élargissement de l'OTAN et à l'intégration européenne. Sans application de ce critère et sans l'existence d'une stratégie de l'élargissement, on risque de répéter les événements de l'ex-Yougoslavie et d'Albanie. Le ralentissement de l'élargissement de l'OTAN vers les régions telles que les Balkans entraînerait sans doute un ralentissement de l'intégration européenne.

Il ne faut pas rater une nouvelle fois la chance de construire une nouvelle Europe avec la participation de tous les pays européens. L'abandon de la politique de rivalité, du sponsorat et de préférences subjectives est une condition nécessaire pour la réussite de cet objectif.

